

Les Comités d'Action Communautaire : des acteurs essentiels dans l'aide aux réfugiés

Bako a son téléphone qui sonne. Une fois de plus, un appel de la commune de Mainé-Soroa pour l'informer de l'arrivée d'une nouvelle famille ayant fui le Nigeria. Le téléphone de Bako sonne souvent. De son vrai nom Abderrahmane Ahmed, Bako est le secrétaire général du Comité d'Action Communautaire (CAC) de la commune de Mainé-Soroa, dans la région de Diffa. Au Niger, les groupements communautaires sont anciens, ils ont été institutionnalisés sous le Président Seyni Kountche (1974 – 1983). Les CAC en sont une nouvelle forme mise en place par Issoufou Mahamadou, l'actuel Président du pays.

Des acteurs en première ligne

Chacune des 12 communes de Diffa dispose de son propre CAC, groupe constitué de 6 personnes autant que possible représentatives de l'arène locale. On y retrouve un représentant des jeunes, des femmes, de la chefferie traditionnelle, des autorités locales, des autorités religieuses et des médias/radios communautaires. Chaque membre est nommé par ses pairs.

Les CAC jouent le rôle d'intermédiaire entre les autorités et la population, mais aussi entre les acteurs de l'aide, dont le HCR, et la population. Pas une mission sur le terrain ne se fait sans qu'ils soient informés ou sans qu'ils y prennent part. Ils disposent aussi de leur propre plan d'action.

Les CAC de la région de Diffa sont nés en avril 2013 dans le cadre du Programme Paix à travers le Développement phase II (PDEV II) financé par l'USAID et réalisé par l'ONG IRD (International Relief and Development). Ils n'ont eu que très peu de temps pour se mettre en place: en juin de la même année, les premiers afflux de réfugiés les ont positionnés en première ligne. Le HCR est alors venu rapidement à leurs côtés pour les renforcer sur les normes internationales de protection des réfugiés, sur les mécanismes d'accueil et de réception ainsi que sur la tenue des registres de pré-enregistrement.

Pas de camps pour les personnes déplacées dans la région de Diffa, position justifiable du gouvernement nigérien pour garder le contrôle de la situation mais qui se traduit aussi par plus de difficultés en termes opérationnel et logistique. On dénombre aujourd'hui plus de 50 000 personnes ayant fui le Nigeria. Elles se répartissent dans plus d'une centaine de villes, villages et îles éparpillés tout le long de la frontière, sur un territoire long de plus 300 km sillonné par un réseau routier quasi inexistant.

L'ampleur de la crise est allée au-delà des premières estimations et la machine humanitaire est parfois lourde à se mettre en place. Les CAC ont joué et jouent encore un rôle précieux notamment dans le pré-enregistrement des nouveaux arrivants, activité qui est la pierre angulaire de toute planification opérationnelle.



Beram du CAC de Bosso en train de procéder à l'enregistrement de nouveaux arrivants. ©UNHCR

Des personnes bénévoles et sollicitées

Les membres des CAC sont tous bénévoles, « *le bénévolat s'oblige à nous* » comme le souligne Boubacar du CAC de Bosso, ville dont la population a plus que doublé au cours des derniers mois. Pour Beram, représentante des femmes au sein du même CAC « *si des gens arrivent chez toi et que tu n'as rien à donner, tu te dois d'aider les organismes humanitaires qui eux apportent quelque chose* ». Du côté de Bako, « *même si c'est du bon sens d'aider des gens qui ont dû quitter leur pays, le fait que cette crise affecte notre commune est aussi une source de motivation pour travailler bénévolement* ».

Tout n'a pas été facile au début. Dans les tragédies humaines s'engouffrent souvent des personnes malintentionnées. Boubacar se rappelle des premiers instants de la crise lorsque « *la zizanie causée par l'arrivée de beaucoup d'ONG corrompues et qui souhaitaient profiter de la situation pour gagner de l'argent avait créé beaucoup*

de confusion et de sérieux problèmes ». La ville de Bosso se trouve tout près du lac Tchad, et les 2h30 qui la séparent de Diffa, ville elle-même très excentrée, l'avaient jusqu'ici protégée des dérives de la coopération....bien que la ville n'aurait pas été contre plus d'interventions de développement.

Aujourd'hui, les CAC ont acquis plus d'expérience et sont reconnus de tous, autochtones comme déplacés. Ils développent une approche inclusive visant à intégrer ces derniers dans l'accueil des nouveaux arrivants et le ciblage des personnes vulnérables nécessitant assistance et protection.

Leur rôle grandissant se traduit d'ailleurs par un investissement temps conséquent. « *A Bosso, je ne peux plus faire 100 mètres sans être sollicité* » relève Boubacar. Mais, être aux avant postes et proche de la communauté humanitaire crée parfois de la suspicion comme le décrit Bako « *je suis en train de construire une maison et certaines personnes croient que je le fais avec l'argent des ONG et du HCR. D'autres pensent que je vais même marier une seconde femme avec cet argent* ».

Le HCR et les CAC : proximité et pragmatisme



©UNHCR

Le HCR est aujourd'hui pleinement engagé auprès des CAC pour les appuyer dans la dure tâche qui leur incombe. Pour chacun d'entre eux, la construction d'un local est prévue. Cet espace physique fait office de lieu de réunion pour les membres mais aussi d'espace neutre pour accueillir les réfugiés et les retournés.

Mais l'appui crucial que fournit le HCR reste celui de la transmission de l'information : les CAC font remonter

l'information, l'équipe du HCR de Diffa la fait redescendre. Comprendre les mécanismes et le fonctionnement de la coopération et de l'humanitaire n'est pas chose aisée. Mais, pour le HCR, il est incontournable que les CAC disposent d'informations claires et transparentes sur les orientations et les interventions futures pour qu'ils soient à leur tour en mesure d'informer et de sensibiliser la communauté. Cette stratégie permet aussi de protéger les CAC en assurant leur légitimité.

Renforcer les CAC est une approche qui se veut pragmatique en terme opérationnel mais qui vise aussi à maintenir la coexistence pacifique qui prévaut actuellement entre les populations déplacées et la communauté hôte. Cette « paix sociale » reste le principal élément d'absorption de la crise actuelle. Pour le HCR, il est important de minimiser les risques de perturbation de cet équilibre social essentiel. Les représentants de la communauté sont les mieux à même de comprendre et gérer des situations complexes et très certainement durables. Le HCR vient les appuyer dans ce sens mais ne peut se substituer aux stratégies d'adaptation communautaires.

Dans leur mission, les acteurs humanitaires restent tributaires des donateurs. La multiplication des crises de grande envergure (Syrie, Centrafrique et Sud-Soudan) couplée à la baisse des financements publics ne font pas de la région de Diffa une priorité. Aussi, bien que le Niger ait été jusqu'ici épargné d'attaque sur son sol, il n'est pas exclu que la situation sécuritaire se dégrade ce qui aurait automatiquement d'importantes répercussions sur les opérations en cours. Manque de fonds et problématique sécuritaire obligent le HCR à adopter une posture pragmatique pour qu'une réduction de son opération ne se traduise pas par un vide sur le terrain. L'approche communautaire est une fois de plus incontournable.